



MEMBRE DE LA COMPAGNIE  
REGIONALE DE VERSAILLES  
ET DU CENTRE

## **VERSAILLES GRAND PARC**

OFFICE DE TOURISME

### **OFFICE DE TOURISME ET DES CONGRES DE VERSAILLES GRAND PARC**

Association loi 1901  
Siège social : 1 place du Maréchal Lyautey  
78000 VERSAILLES  
Registre National des Associations n°W784000174

### **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

**OFFICE DE TOURISME ET DES CONGRES DE VERSAILLES GRAND PARC**

Association loi 1901

Siège social : 1 place du Maréchal Lyautey

78000 VERSAILLES

Registre National des Associations n°W784000174

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

À l'assemblée générale de l'Office de Tourisme et des Congrès de Versailles Grand Parc,

**1. Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association OFFICE DE TOURISME ET DES CONGRES DE VERSAILLES GRAND PARC relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

**2. Fondement de l'opinion**

***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « *Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels* » du présent rapport.

***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

### **3. Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne les informations fournies dans l'annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant.

Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **4. Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Le rapport financier prévu à l'article 11 des statuts ne nous ayant pas été communiqué à ce jour, comme le prévoit l'article R.232-1 du code de commerce, nous n'avons pas été en mesure de procéder à la vérification de ce document.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

### **5. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration le 19 mars 2025.

827 973 025 RCS Nanterre - SAS au capital de 273 000 €

Société de commissariat aux comptes - 51 rue de Sèvres 92410 VILLE D'AVRAY

Tél : 01 30 63 91 24 Port : 07 81 59 13 26 Email : cdetre@cdeconseil.com

## **6. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Ville d'Avray, le 7 avril 2025



COMMISSARIAT AUX COMPTES

Représentée par Christian DÉTRÉ  
Commissaire aux Comptes



## Description détaillée des responsabilités du Commissaire aux Comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

## Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2024	Net au 31/12/2023
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
Immobilisations incorporelles				
<i>Autres immobilisations incorporelles</i>	7 622	7 622		
Immobilisations corporelles				
<i>Autres immobilisations corporelles</i>	52 756	19 223	33 533	23 841
Immobilisations financières				
<i>Autres immobilisations financières</i>	2 107		2 107	2 107
<b>Total I</b>	<b>62 485</b>	<b>26 846</b>	<b>35 640</b>	<b>25 948</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Stocks et en-cours				
<i>Marchandises</i>	67 948		67 948	5 049
Créances				
<i>Créances usagers et comptes rattachés</i>	28 107	2 474	25 633	13 870
<i>Autres créances</i>	15 668		15 668	38 522
Autres postes de l'actif circulant				
<i>Valeurs mobilières de placement</i>	30 730		30 730	30 730
<i>Disponibilités</i>	826 160		826 160	1 015 427
<i>Charges constatés d'avance</i>	9 370		9 370	7 809
<b>Total II</b>	<b>977 984</b>	<b>2 474</b>	<b>975 509</b>	<b>1 111 407</b>
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>1 040 469</b>	<b>29 320</b>	<b>1 011 149</b>	<b>1 137 355</b>
Legs nets à réaliser :				
acceptés par les organes statutairements compétents				
autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre :				

## Bilan passif

	au 31/12/2024	au 31/12/2023
<b>FONDS PROPRES</b>		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise		
Réserves		
<i>Réserves pour projets de l'entité</i>	125 482	125 482
Report à nouveau	592 193	592 193
<b>Excédent ou déficit de l'exercice</b>	<b>-8 834</b>	
<b>Situation nette (sous-total)</b>	<b>708 841</b>	<b>717 675</b>
<b>Total I</b>	<b>708 841</b>	<b>717 675</b>
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>		
<b>PROVISIONS</b>		
<b>DETTES</b>		
Avances et commandes reçues sur commandes en cours	28 666	21 914
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	102 849	137 252
Dettes fiscales et sociales	145 621	158 410
Autres dettes	9 153	5 234
Produits constatés d'avance	16 018	96 870
<b>Total IV</b>	<b>302 308</b>	<b>419 681</b>
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>1 011 149</b>	<b>1 137 355</b>

(1) Dont à plus d'un an (a)	
Dont à moins d'un an (a)	273 641
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque	
(3) Dont emprunts participatifs	
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours	

## Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Ventes de biens et de services		
<i>Ventes de biens</i>	394 914	418 146
<i>Ventes de prestations de services</i>	436 144	533 535
Dont parrainages	-5 449	
Produits de tiers financeurs		
<i>Concours publics et subventions d'exploitation</i>	1 066 015	978 138
Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges	2	30
Autres produits	23 864	23 771
<b>Total I</b>	<b>1 920 939</b>	<b>1 953 620</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises	627 201	689 867
Variation des stocks	-62 899	8 084
Autres achats et charges externes	414 402	422 229
Impôts, taxes et versements assimilés	35 262	31 378
Salaires et traitements	683 685	615 842
Charges sociales	228 025	207 464
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	12 094	4 574
Autres charges	293	108
<b>Total II</b>	<b>1 938 064</b>	<b>1 979 545</b>
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>-17 125</b>	<b>-25 925</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
Autres intérêts et produits assimilés	8 503	10 197
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		18 466
<b>Total III</b>	<b>8 503</b>	<b>28 664</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
<b>2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)</b>	<b>8 503</b>	<b>28 664</b>



## Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023
<b>3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)</b>	<b>-8 623</b>	<b>2 739</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Sur opérations de gestion		25
Sur opérations en capital		2 714
<b>Total VI</b>		<b>2 739</b>
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)</b>		<b>-2 739</b>
Impôts sur les bénéfices (VIII)	211	
<b>Total des produits (I+III+V)</b>	<b>1 929 442</b>	<b>1 982 283</b>
<b>Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)</b>	<b>1 938 275</b>	<b>1 982 283</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>-8 834</b>	

<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Prestations en nature	94 337	62 240
<b>Total</b>	<b>94 337</b>	<b>62 240</b>
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Mises à disposition gratuite de biens	94 337	62 240
<b>Total</b>	<b>94 337</b>	<b>62 240</b>

## Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : OFFICE DE TOURISME ET DES CONGRES DE VERSAILLES GRAND PARC

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 1 011 149 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégagant un déficit de 8 834 Euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés par les dirigeants de l'association.

### Informations générales et faits significatifs de l'exercice

#### Faits caractéristiques de l'exercice

Le déménagement dans les locaux situés à la Pl. Lyautey à Versailles, a eu lieu début avril 2024.

Dans ce contexte, l'Office a engagé des dépenses importantes liées au déménagement, aux investissements informatiques, ainsi qu'aux dépenses de communication et promotion.

Versailles a accueilli les Jeux Olympiques et Paralympiques 2024, ce qui implique que l'Office a dû faire face :

- à une augmentation des prix durant l'hiver 2024 ;
- à la fermeture de la Gare Rive Gauche pour travaux juste avant les JO (entraînant des modifications de flux et donc générant une baisse de la fréquentation de la Place Lyautey) ;
- à la fuite des clients locaux pendant la durée des épreuves.

Le solde de la subvention d'équilibre restant en 2023 a été entièrement reprise cette année et a permis de faire face à la baisse de fréquentation liée cet évènement.

#### Evénements postérieurs à la clôture et perspectives à venir

NEANT

#### Description de l'objet social, des activités et des moyens mis en œuvre

Conformément à ses statuts mis à jour en 2022, l'Office de Tourisme et des Congrès a pour objet :

- l'accueil, l'orientation et l'information des visiteurs;
- l'animation du tissu touristique local et la fédération des acteurs du tourisme du territoire, le développement et la promotion de la destination, notamment par la commercialisation de produits et de prestations touristiques, d'opérations de communication et par la participation à des événements professionnels;
- l'élaboration et la mise en œuvre d'un politique de promotion du tourisme à l'échelle du territoire intercommunal.

Pour réaliser son objet, l'association se propose de vendre les biens ou services qu'elle pourrait produire, de commercialiser des prestations de service touristiques dans les conditions prévues par les dispositions légales relatives à l'organisation et à la vente de voyages ou de séjours.

## Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement n° 2018-06 de l'ANC, modifié par le règlement ANC n° 2022-04 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives.

Sauf mention, les montants sont exprimés en Euros.

## Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- Installations générales, agencements et aménagements divers : 3 à 10 ans
- Matériel de bureau : 3 à 8 ans
- Matériel informatique : 3 ans
- Mobilier : 3 à 8 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

## Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée pour la différence.

## Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat et autres coûts directement attribuables au coût de revient des marchandises. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre, la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation, déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

## Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

## Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

## Subventions

Les subventions d'exploitation sont comprises dans les produits d'exploitation de l'exercice au cours duquel la décision d'octroi de la subvention a été notifiée.

Les subventions affectées à un projet spécifique, lorsqu'elles n'ont pas été utilisées au cours de l'exercice, font l'objet d'un fonds dédié.

## Cotisations

Elles constituent l'exécution d'une obligation contractuelle résultant de l'adhésion. Aussi, elles ont été rattachées aux produits de l'exercice de référence, c'est-à-dire à la période couverte par l'adhésion.

## Rémunération des dirigeants

L'information sur la rémunération des dirigeants n'est pas fournie car celle-ci permettrait d'identifier la situation d'un membre déterminé des organes de direction.

## Engagement de retraite

Conformément aux dispositions légales et réglementaires, aucune provision pour engagements de retraite n'est comptabilisée. La valorisation au 31 décembre 2024 des droits acquis aux salariés à ce titre ne revêt pas un caractère significatif.

## Effectif moyen

L'effectif moyen au 31/12/2024 est de 19 salariés.

## Notes sur le bilan

## Actif immobilisé

## Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	19 837		12 214	7 622
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>19 837</b>		<b>12 214</b>	<b>7 622</b>
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	120 934	21 786	89 964	52 756
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>120 934</b>	<b>21 786</b>	<b>89 964</b>	<b>52 756</b>
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	2 107			2 107
<b>Immobilisations financières</b>	<b>2 107</b>			<b>2 107</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>142 879</b>	<b>21 786</b>	<b>102 179</b>	<b>62 486</b>

## Notes sur le bilan

### Amortissements des immobilisations

Les flux s'analysent comme suit :

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	12 215		12 215	-
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>12 215</b>		<b>12 215</b>	
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	97 093	12 094	89 964	19 223
- Emballages récupérables et divers				
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>97 093</b>	<b>12 094</b>	<b>89 964</b>	<b>19 223</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>109 308</b>	<b>12 094</b>	<b>102 179</b>	<b>19 223</b>

## Notes sur le bilan

### Actif circulant

#### Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 55 253 Euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
<b>Créances de l'actif immobilisé :</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	2 107		2 107
<b>Créances de l'actif circulant :</b>			
Créances Clients et Comptes rattachés	28 107	28 107	
Autres	15 668	15 668	
Charges constatées d'avance	9 370	9 370	
<b>Total</b>	<b>55 253</b>	<b>53 146</b>	<b>2 107</b>
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

#### Produits à recevoir

	Montant
F AE	2 375
<b>Total</b>	<b>2 375</b>

## Notes sur le bilan

### Dépréciation des actifs

Les flux s'analysent comme suit :

	Dépréciations au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Dépréciation à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	7 622			7 622
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
Stocks				
Créances et Valeurs mobilières				
	<b>7 622</b>			<b>7 622</b>
<b>Répartition des dotations et reprises</b>				
Exploitation				
Financières				
Exceptionnelles				

### Fonds propres

#### Tableau de variation des fonds propres

	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					-
Fonds propres avec droit de reprise					-
Ecart de réévaluation					-
Réserves	125 482				125 482
Report à Nouveau	592 193				592 193
Excédent ou déficit de l'exercice				8 834	- 8 834
<b>Situation nette</b>	<b>717 675</b>	<b>0</b>			<b>708 841</b>
Subventions d'Investissement					
Provisions réglementées					-
<b>TOTAL DES FONDS PROPRES</b>	<b>717 675</b>	<b>0</b>		<b>8 834</b>	<b>708 841</b>



**Dettes****Etat des dettes**

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 273 641 Euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	102 849	102 849		
Dettes fiscales et sociales	145 621	145 621		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	9 153	9 153		
Produits constatés d'avance	16 018	16 018		
<b>Total</b>	<b>273 641</b>	<b>273 641</b>		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

**Charges à payer**

	Montant
FACTURES NON PARVENUES	28 803
PROVISION PR CONGES PAYES	39 000
PROVISION PRIMES FIN ANNEE	27 794
CHARGES SOCIALES S/ C.P.	14 700
CHARGES SOCIALES S/PRIMES	10 284
FPC et TA	3 284
<b>Total</b>	<b>123 865</b>

## Notes sur le bilan

### Comptes de régularisation

#### Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
CHARGES CONSTATEES AV	9 370		
<b>Total</b>	<b>9 370</b>		

#### Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
PRODUITS CONSTATES AV	16 018		
<b>Total</b>	<b>16 018</b>		

Les PCA correspondent à :

- Adhésions 2024 : 15 236 euros
- Autres : 782 euros